

# Sous tension financière, l'expérimentation agricole cherche à réinventer son modèle

Face à la baisse des soutiens publics et à la complexité croissante des appels à projets, les centres d'expérimentation agricole cherchent à repenser leur modèle économique. Qu'il s'agisse d'expérimentations fruitières ou de sélection génétique, tous partagent le même défi : assurer leur équilibre financier sans renoncer à leur mission d'innovation au service des filières.



**ÉLEVAGE /** Dans la ferme expérimentale de Jalogny (Saône-et-Loire), devenue Ferm'inov, et celle du Pradel en Ardèche, la recherche appliquée agricole continue d'innover, au service des agriculteurs. Des structures du progrès en élevage qui peinent souvent à assurer leur stabilité financière, entre subventions incertaines, appels à projets permanents et hausse des coûts.

## La recherche appliquée agricole cherche encore son souffle

À Jalogny (Saône-et-Loire), Adrien Demarbaix a la charge d'une exploitation de 210 hectares, centrée sur un troupeau charolais et une multitude d'essais : alimentation, fourrages, environnement, outils numériques... Depuis 2022, la ferme est devenue une association et compte aujourd'hui une cinquantaine de partenaires publics et privés. « Le modèle économique de la ferme repose sur trois tiers : un tiers d'autofinancement par la production animale, un tiers de cotisations de nos partenaires, et un tiers de subventions liées aux appels à projets », résume le responsable d'exploitation. Une séparation des sources de financement qui permet de garder une activité stable, mais dont beaucoup repose néanmoins sur les appels aux financements. « Nous devons parfois adapter nos sujets d'études pour coller aux attentes des financeurs », explique-t-il. Ces subven-

tions sont pour la plupart ponctuelles, et ne permettent ainsi aucune visibilité à long terme. « Tous les deux ou trois ans, tout est remis en jeu », assure Adrien Demarbaix. Le modèle de la ferme expérimentale repose aussi sur les hausses ou baisses des coûts : « Nos outils de recherche, les bâtiments, les salaires... tout a augmenté. Heureusement, le cours de la viande a, lui aussi, augmenté, ce qui nous a beaucoup aidés. »

### De l'incertitude des financements

À la ferme du Pradel, Philippe Thorey, chargé de projets pour l'Institut de l'élevage (Idele), fait le même constat : la diversité des financeurs assure la survie du dispositif, mais rend la gestion de la station d'expérimentation plus difficile. Le réseau Cap Pradel, qui coordonne la recherche caprine et fromagère, puise ses ressources dans

En matière d'expérimentation, les centres ne reposent sur aucun modèle unique. C'est le constat dressé par Mathilde Jorel, coordinatrice du réseau Irfel, qui fédère 17 stations d'expérimentation en fruits et légumes implantées au cœur des bassins de production. « Les sources de financement sont très variables. Selon les structures, les cotisations des adhérents vont de 1 à 20 % », souligne-t-elle. Et ce gap est d'autant plus marqué concernant les financements publics et privés. En France, une station en monoculture peut compter 88 % de financements privés, émanant d'AOP et d'organisations de producteurs, contre 12 % de financements publics ; tandis que le rapport est complètement inverse pour une structure spécialisée en agriculture biologique.

### Des modèles économiques sous tension

L'ancienne station expérimentale fruits Rhône-Alpes (Sefra), située dans la Drôme, illustre parfaitement les fragilités de ces financements. Placée en liquidation judiciaire à l'été 2025, une partie de ses activités d'expérimentation et la moitié des salariés ont été repris temporairement par la chambre d'agriculture de la Drôme. Une situation que Régis Aubenas, arboriculteur et élu à la chambre, n'hésite pas à qualifier de « casse sociale ». « La Sefra rencontrait des difficultés structurelles et financières depuis sept ans. La situation s'est aggravée au début de l'année 2024 avec un retard de paiement de 130 000 € de FranceAgriMer pour des essais réalisés en 2023, ainsi que des retards supplémentaires liés au crédit impôt recherche », précise-t-il. L'élu rappelle que depuis la création de la station, il y a 35 ans, le système de financement a profondément évolué.

« Jusqu'en 2010, les guichets uniques permettaient de financer les projets à 80 % par des fonds publics et à 20 % par des fonds professionnels. Après cette date, nous avons observé un basculement vers des appels à projets multipartenaires et beaucoup moins indemnisés. » En 2017, la baisse du soutien public s'est accentuée : « Le taux d'intervention de l'État est passé de 70 à 50 %, alors même que le nombre de producteurs avait diminué d'un tiers en vingt ans ». Pour éviter une disparition totale des essais, plusieurs solutions ont été trouvées. « Nous nous sommes inspirés des modèles du verger de Saint-Laurent-d'Agny (Rhône) et de Poisy (Haute-Savoie). La filière détermine ce qui relève d'un côté de la station d'expérimentation, et de l'autre, de l'institut interprofessionnel », précise Régis Aubenas. Le centre technique interprofessionnel des fruits et légumes (Ctifl) assure désormais la conduite des essais de grande ampleur, notamment ceux portant sur la réduction des produits phytosanitaires, le désherbage et la gestion de l'eau. La chambre d'agriculture conserve, de son côté, les collections et sélections variétales d'abricots et de pêches, entièrement financées par les professionnels, ainsi que les essais porte-greffes, le verger "comportement bio-agresseur" et le verger bio. « L'objectif est de relancer les activités essentielles à la filière en fonction des moyens disponibles », résume l'arboriculteur, dénonçant un modèle qui était arrivé « à bout de souffle ».

### Savoir diversifier ses financements

Pour Mathilde Jorel, la contraction des soutiens publics pousse les stations à adapter leur modèle économique. « Certaines structures renforcent leurs prestations privées, d'autres misent davantage sur la vente de leur production, notamment dans les stations en monocul-



▲ Mathilde Jorel, coordinatrice du réseau Irfel, l'association nationale des stations d'expérimentation en fruits et légumes.

ture », observe-t-elle. Ce choix est déjà pleinement intégré au fonctionnement de la station d'expérimentation nucicole Rhône-Alpes (Senura), installée en Isère. « La vente de noix représente une part importante de notre équilibre financier, en complément des appels à projets, prestations de services et cotisations de la filière, dont les producteurs, pépiniéristes et metteurs en marché », explique Stéphane Dupré, directeur de la structure, qui reste toutefois prudent : « C'est un équilibre fragile. Nous ne sommes pas à l'abri d'un changement de guichet, d'une réorientation des crédits ou d'une baisse de la demande en noix... » Une situation qui illustre la dépendance accrue des stations d'expérimentation à leurs ressources propres, dans un contexte de raréfaction des financements publics et de plus en plus concurrentiel.

Léa Rochon



▲ Après 35 années de fonctionnement, la station expérimentale fruits Rhône-Alpes (Sefra), située dans la Drôme, a été placée en liquidation judiciaire durant l'été 2025. Un nouveau modèle se met en place pour poursuivre des essais et illustre le difficile équilibre financier à trouver pour ces centres d'expérimentation.

### VALORISATION / Un magasin de vente directe pour stabiliser la trésorerie

En Alsace, la station expérimentale Verexal a développé une démarche commerciale particulièrement innovante. Depuis 1981, un magasin de vente directe complète l'activité de la structure, implanté dans une zone urbanisée, à quelques kilomètres de Strasbourg. Initialement dédié à la vente des fruits à pépins issus du verger expérimental de 12 hectares, le magasin s'est progressivement diversifié et propose désormais des légumes et autres productions locales. « Nous fabriquons également du jus de pommes et de poires, qui se vend très bien. En plus de nos clients réguliers, des revendeurs nous en achètent pour les marchés de Noël alsaciens », explique Morgane Lheureux, chargée d'expérimentation à la station. Si ces revenus ne garantissent pas à eux seuls la pérennité économique du centre, ils contribuent néanmoins à lisser les à-coups de trésorerie. « Répondre à des appels à projets est très chronophage et implique de recevoir les subventions de manière irrégulière. Même si l'équilibre reste fragile, le magasin constitue un fonds de roulement sur l'ensemble de l'année, notamment lors du versement des salaires de nos dix employés », précise la responsable. Le centre espère désormais que l'obtention de nouveaux appels à projets européens lui permette d'accroître de 50 à 60 % la part des recettes issues des financements publics, le reste provenant des ventes réalisées au magasin.

Léa Rochon

**AVICULTURE /** Pilier historique de la filière volaille de Bresse, le centre de sélection Béchanne, implanté dans l'Ain, traverse une période financière difficile. Face à la baisse des mises en place de poussins et de la demande, la structure multiplie les pistes pour assurer sa pérennité entre recherche de soutien auprès des communautés de communes et préservation de races anciennes.

## Le centre de sélection Béchanne inquiet pour l'avenir de la volaille de Bresse

Depuis sa création en 1956 dans l'Ain, le centre de sélection Béchanne contribue largement à la renommée de la célèbre volaille de Bresse. Unique en France, cette structure assure à la fois la sélection génétique, la multiplication et l'accoupage. Pourtant, selon son président, Gilbert Limandas, sa situation financière demeure « très préoccupante ». En cause : des investissements importants réalisés ces dernières années, mais aussi une baisse continue des mises en place de poussins de Bresse. En 2024, 700 740 poussins ont été mis en place, soit une régression de 2,64 % par rapport à l'exercice précédent. « La diminution d'environ 40 000 poussins par an entraîne une perte de chiffre d'affaires de près de 80 000 euros. Cumulée sur les trois derniers exercices, cette baisse représente un manque à gagner de 240 000 euros », déplore le président, qui s'est toutefois engagé à ne pas augmenter les tarifs en 2025.

### Miser sur la diversification et le patrimoine génétique

Pour maintenir l'équilibre économique, la direction mise sur la diversification. Les collectivités locales (Région,

Départements de l'Ain et de la Saône-et-Loire) ont déjà soutenu d'importants investissements. Inaugurés fin juillet 2024, quatre bâtiments flamboyants neufs d'un coût total de 2,7 millions d'euros annonçaient un nouveau souffle pour la filière. Mais ces aides ne peuvent porter sur le fonctionnement global du centre. « Nous avons aussi sollicité les communautés de communes, sans retour significatif... Pourtant, la volaille de Bresse est une vitrine pour tout le territoire ! Ces collectivités ont tout intérêt à préserver cette AOC emblématique », souligne Gilbert Limandas. Afin d'optimiser ses installations, le centre développe une activité complémentaire : la conservation d'une vingtaine de races anciennes. « Cette année, nous avons engagé la conservation de la poule meusienne. En 2025, suivront la marans et la lyonnaise. Nous avons aussi obtenu des financements via la PRMA, aide à la protection des races menacées avicoles, issue de cofinancements européens et régionaux », explique-t-il. En parallèle, la valorisation des œufs non incubés en œufs de consommation devrait générer des recettes supplémentaires dès la fin de l'année.

Patricia Flochon et Léa Rochon



▲ Selon le président, Gilbert Limandas (à droite) et le directeur, Edouard Jannot, le centre de sélection de Béchanne a perdu près de 30 % de poussins en cinq ans.

« Tous les deux ou trois ans, tout est remis en jeu »



▲ Philippe Thorey, chargé de projets pour l'Institut de l'élevage (Idele).

un maillage d'aides régionales (Pépiti), nationales (Casdar, plan de relance), interprofessionnelles (Anicapi) et européennes (Horizon Europe, Feader). À ces dernières, s'ajoutent les ventes issues de l'exploitation : lait, fromages, chevreaux. « Notre ferme expérimentale produit 300 000 picadons par an, c'est une ressource essentielle, mais qui ne couvre pas tout », souligne Philippe Thorey. « Les

Charlotte Bayon